TÜSTAV ARŞİVİ

EUROPE

CEE-Turquie : l'argent de la honte

1984

« La Communauté européenne est à court d'argent, ses agriculteurs doivent se préparer à une cure d'austérité », entend-t-on de toutes parts dans les instances de la CEE. Pourtant, cette même Europe ne manquerait pas d'ECU pour entretenir certaines de ses relations. Dans son projet de budget 85 pour la Communauté (qui a, heureusement, été rejeté début décembre par le Parlement européen), le Conseil des ministres des « Dix » n'a pas hésité, en effet, à inscrire d'importants crédits pour l'aide à la Turquie : 4,5 millions d'ECU (environ 31 millions de francs) dans le cadre d'un « protocole financier » et 16 millions d'ECU (112 millions de francs) pour une « aide spéciale ».

Au mois de novembre, l'Assemblée européenne, examinant le budget en première lecture, avait voté, sur proposition des élus communistes, la suppression de ces crédits. Le Conseil des « Dix » a voulu les rétablir, manifestant ainsi clairement sa volonté de nouer le plus tôt possible de bonnes relations avec les généraux au pouvoir à Ankara.

Le président de ce Conseil n'avait-il pas, par avance, tenté de justifier ce comportement en déclarant le 24 octobre dernier, en réponse à une question du député communiste français Francis Wurtz : *« Les « Dix » ont noté plusieurs développements positifs et sont intéressés de voir que le gouvernement turc élu se dirige rapidement vers la restauration des droits de l'homme et des libertés en Turquie. »*

On aurait cherché en vain, à l'époque, des faits appuyant ces prétendus *« développements positifs »*, mais on aurait trouvé sans peine des exemples de violations des libertés. Depuis ce 24 octobre, 273 personnes ont été condamnées pour activités politiques, dont onze à mort et vingt-cinq à la prison à vie, et un militant de gauche, Hidir Aslan, a été exécuté. Proposer, après cela, de donner un ballon d'oxygène supplémentaire à la dictature turque relève d'une conception pour le moins singulière de la lutte pour les droits de l'homme. Cela a d'ailleurs suscité aussitôt, à l'Assemblée de Strasbourg, une vive protestation des députés communistes français, de travaillistes britanniques et de représentants du groupe écologiste-pacifiste.

« L'Europe des « Dix » devrait, pour son autorité dans le monde, parler d'une seule voix », déclarait récemment Jacques Delors. Chiche ! Les gouvernements des dix pays de la CEE en ont une belle occasion : en refusant de verser, dans le nouveau projet de budget, l'argent de la honte aux généraux d'Ankara, et en exigeant, avec toute la fermeté qu'ils savent manifester en d'autres circonstances, le respect des droits de l'homme dans ce pays. La liberté, la vie de milliers de démocrates sont en jeu.

Yves HOUSSON